

Meeting Paris – 12 novembre 2012

Discours de François Fillon

Seul le prononcé fait foi

Mes chers amis,

De tous les quartiers de la capitale, de toute l'Île de France, vous avez répondu par milliers à notre appel, et ce soir je veux vous faire une promesse : je vous promets de ne jamais oublier l'espérance qui vous a guidés jusqu'ici !

Votre espérance, c'est le cœur invincible de la République, et ce cœur a traversé les siècles.

Il a sauvé la nation de ses désordres, il a saigné sur les champs de batailles qui firent notre indépendance, il s'est dressé sur les barricades pour la justice et la liberté.

Ce cœur ne flanchera jamais, car la France est notre seconde famille et une famille se défend toujours avec courage et générosité.

Il fallait, mes amis, cette démonstration de force pour faire entendre la voix des militants de la France.

Cette voix puissante - votre voix ! - se propagera partout à l'UMP et elle amplifiera la marche militante que j'ai engagée avec vous.

Cette voix touchera aussi ces millions de sympathisants et d'électeurs qui espèrent le sursaut, et oui, je leur dis que nous sommes là et que nous arrivons !

Cette voix montera vers tous ces Français qui découvrent l'impasse socialiste; et cette voix fera bientôt vaciller ceux qui ont été élus sur des illusions mensongères.

Vous êtes insubmersibles et vous n'avez rien à vous reprocher !

Vous n'avez pas à rougir de la campagne que vous avez menée avec tant de dévouement. Seuls contre tous, nos militants ont tracté sur les marchés, tapé aux portes des indécis, mené la guérilla des blogs, enflammé les meetings.

A Villepinte, vous étiez des milliers ; à la Concorde, au Trocadéro, des dizaines de milliers. Non, vous n'avez à rougir de rien.

Vous pouvez être fiers de notre bilan.

Fiers d'avoir soutenu le Président Sarkozy et le gouvernement que j'ai eu l'honneur de conduire.

Je l'ai fait avec l'appui de tous les élus ici présents à qui je veux dire toute mon estime et mon affection. Ils sont engagés à nos côtés : ils sont solides, expérimentés, combattifs.

Ils sont de Paris et je les salue fraternellement, ils viennent aussi de toute la France et je leur dis «merci», ils sont gaullistes, centristes, libéraux, radicaux, qu'importe, ils sont l'UMP.

Avec eux et grâce à eux, nous avons agi dans le réacteur de la crise en protégeant les Français du mieux que nous le pouvions, sans jamais stopper l'élan des réformes.

Malgré nos efforts, nous avons été battus, mais dans des conditions bien singulières.

Battus par la tempête économique et financière, comme tous les gouvernements européens qui étaient soumis à des élections.

Battus par ceux qui promettaient aux Français que cette crise était superficielle ; eux qui ont eu la bassesse de faire croire que toutes les difficultés de notre pays étaient liées à une seule cause, à une seule personne : Nicolas Sarkozy.

Nicolas n'était pas le problème. Il était la solution !

Je ne regrette rien de ce quinquennat tonitruant.

J'assume ses réformes, car quand on sert la France on ne s'excuse ni de son audace, ni d'avoir dit la vérité.

J'assume de n'avoir jamais cédé aux intimidations de la rue car lorsque l'intérêt national est en jeu, on ne transige pas.

J'assume la force créatrice de la rupture car l'immobilisme nous tue plus sûrement que le risque.

Nous n'avons pas tout réussi, mais nous avons osé ! Et l'Histoire donnera ses lettres de noblesses à ces années courage où nous nous sommes battus contre la crise et pour le changement.

Le 16 mai 2012, j'ai quitté Matignon avec le sentiment d'avoir fait mon devoir.

J'en suis sorti la gorge serrée par la défaite, mais avec une force intérieure que je vous donne aujourd'hui.

J'ai songé à prendre du recul... Mais mon devoir m'a rattrapé au vol.

Mon devoir à votre égard, vous les militants qui durant toute la campagne présidentielle et législative m'avez fait confiance. «Ne lâchez pas», me disiez-vous. Je n'ai pas lâché, je ne lâche rien !

Mon devoir à l'égard de notre pays, qui fait face à un basculement historique qui m'obsède et m'alerte.

Il y a des moments où l'avenir des nations s'écrit de façon décisive. Eh bien nous sommes dans un de ces instants où le destin hésite.

Pendant des siècles, la France, avec quelques autres nations européennes, a dominé le monde. Nous étions les plus puissants, les plus prospères, les plus inventifs, ce qui nous a permis de bâtir une société moderne et solidaire.

Mais le monde s'est réveillé et prend sa revanche sur l'Histoire.

Depuis une vingtaine d'années, des puissances immenses se sont dressées, en quête de progrès et raflant les marchés dont nous avons le monopole.

Quand nous luttons pour préserver notre héritage social, ils se battent dix fois plus pour arracher leur développement !

Quand chez nous, nous tentons de sauver une entreprise, ces pays en créent des milliers !

Quand chez nous les 35 heures redeviennent taboues, ces pays travaillent jour et nuit pour fabriquer les produits qui inonderont la planète !

Ne leur lançons pas la pierre.

Ce que ces peuples font, nos anciens l'ont fait ! 12 heures par jour, dans nos champs, nos usines, nos laboratoires, ils ont bâti la fortune de notre pays.

Face à ce basculement de l'Histoire, la France et l'Europe ont tardé à prendre les mesures énergiques pour livrer la bataille économique.

Année après année, nos marchés se sont rétrécis, nos richesses ont décliné, et nous nous sommes endettés à plus soif pour maintenir coûte que coûte notre mode de vie.

Maintenant, voici l'heure de vérité. Notre économie est à plat et nos créanciers réclament leur dû.

Non Monsieur Hollande, en 2014, le ciel ne sera pas dégagé et le chemin ne sera pas parsemé de pétales de rose. Car cette crise n'est pas éphémère, c'est la crise de la vieille civilisation européenne surendettée et défiée dans son existence par la vigueur de la mondialisation.

La France est sur la pente du déclin.

Le processus s'est enclenché dans les années 80, et chacun y a sa part de responsabilité.

Durant toute sa campagne présidentielle, François Hollande a nié la crise.

A force de croire que tout allait se ré-enchanter par sa seule présence, il a fini par penser qu'il pouvait être un président normal...

On connaît la suite de l'histoire.

Deux mois après son élection, le Président découvre la crise.

«Le réel n'est jamais ce qu'on pourrait croire mais il est toujours ce qu'on aurait dû penser», écrivait Gaston Bachelard.

Monsieur le Président, vous auriez dû y penser avant.

Pendant l'été, j'ai eu l'espoir que cette découverte tardive le conduise à changer de politique. Et je l'ai interpellé en lui disant, «Devenez enfin Chef de l'Etat».

Ca n'était pas ironique...

Par cette adresse, je voulais lui dire : «devenez Président de la République ; assumez les institutions de la Vème République qui donnent au Chef de l'Etat la capacité de se détacher des scories partisans pour prendre en charge l'intérêt général».

Et l'intérêt général, c'est de sauver l'économie française !

Plutôt que d'imiter les accents de François Mitterrand, François Hollande aurait pu s'inspirer de Pierre Mendès France, il aurait pu, comme le Chancelier socialiste Gerhard Schröder, être celui qui amplifie la modernisation du pays.

Il aurait pu appeler nos concitoyens à travailler plus.

Il aurait pu soutenir nos entreprises au lieu de les étouffer.

Il aurait pu continuer à renforcer l'Etat, au lieu de relancer la machine à recruter.

Mais non, il ne l'a pas fait.

Pourtant s'il l'avait fait, eh ! bien, je l'aurais soutenu parce que pour moi, mon pays est plus important que mon parti et que mon avenir personnel !

Il ne l'a pas fait, et il ne pourra plus le faire car il a gâché ses chances d'être l'homme du rassemblement.

Il les a gâchées par sectarisme.

Ce sectarisme, nous l'avons ressenti le premier jour de son installation, lorsque François Hollande a ostensiblement tourné le dos à Nicolas Sarkozy sur le perron de l'Elysée...

Ce geste discourtois était humiliant pour les millions d'électeurs qui n'ont pas voté socialiste. Il n'était surtout pas à la hauteur des responsabilités de celui que les Français venaient de choisir pour les conduire.

Ce sectarisme, il est dans ces propos blessants à l'égard des investisseurs et entrepreneurs, coupables de la crise, coupables des licenciements, coupables de ne pas produire plus de voitures en France.

Franchement, l'entreprise Peugeot qui a plus d'un siècle ne méritait pas les critiques publiques d'un gouvernement amateur qui était là depuis moins de 100 jours.

Ce sectarisme, je le vois dans cette volonté aveugle de faire aboutir des projets aussi sensibles et conflictuels que celui du mariage homosexuel, celui de la question de la fin de vie, celui du droit de vote des étrangers.

Je suis farouchement hostile à ces projets, et je les combattrai sans relâche pour des raisons politiques et philosophiques.

Non, il ne faut pas détruire la filiation qui fonde le cadre civil et moral de la famille !

Le gouvernement refuse d'organiser le débat national qui permettrait à tous les Français de mesurer la gravité d'une réforme qu'on leur présente sous le seul angle des sentiments alors qu'elle remet en cause l'un des piliers de notre société.

Président de l'UMP, j'organiserai dans chaque département un grand débat auquel nous convieront les spécialistes de la famille pour éclairer tous nos concitoyens sur des enjeux qu'on leur dissimule sciemment. Je veux aller plus loin que la protestation et mobiliser la conscience des Français.

Non, la société ne doit pas faire de la mort un droit !

Non, il ne faut pas sectionner la citoyenneté de la nationalité car si la République est indivisible c'est qu'elle est une et unique.

Pourquoi le Président de la République ne fait-il pas preuve de sagesse ?

Pourquoi infliger à notre pays, qui est fragilisé par la crise, ces débats qui l'affaibliront davantage, qui profiteront aux extrêmes, qui rendront plus difficile encore le rassemblement des Français pour relancer l'économie du pays, qui est la priorité des priorités ?

Pourquoi, si ce n'est par sectarisme.

A ce sectarisme coupable, s'ajoute une politique qui nous mène droit vers la récession.

En six mois, tous les feux sont passés au rouge !

La croissance est au point mort, le chômage s'amplifie, les entreprises n'investissent plus.

Cette situation n'est pas seulement le produit de la crise européenne, elle est aussi le résultat d'une politique qui sape toutes nos chances de rebond.

Le gouvernement a sacrifié les heures supplémentaires défiscalisées qui avaient le mérite de motiver les salariés et d'augmenter leur feuille de paye.

La gauche nous donnait des leçons de justice, eh ! bien, là voilà la justice socialiste ! «Travaillez moins et gagnez moins» : tant pis pour les classes populaires, cadeau pour nos concurrents internationaux.

Le gouvernement a sacrifié la TVA compétitivité qui aurait permis immédiatement et massivement d'alléger le coût du travail... Et voici qu'aujourd'hui, il découvre qu'il y a un problème de compétitivité.

Il nous dit qu'il va mettre en œuvre les propositions du rapport Gallois, et que c'est une «révolution copernicienne» pour le parti socialiste.

François Hollande a découvert la "pérestroïka" !

La France est en crise depuis cinq ans, et certains s'extasient de voir un gouvernement de gauche découvrir la réalité économique.

Pour alléger le coût du travail, nos coperniciens ont décidé d'installer un crédit d'impôt qui sera d'une complexité kafkaïenne pour les entreprises, un crédit qui leur sera octroyé à condition qu'elles soient sages, qu'elles se portent bien et qu'elles se plient à une avalanche de conditions et de contrôles.

De baisses des charges il n'y en aura donc pas mais l'augmentation de la TVA que François Hollande avait condamnée pour son injustice, disait-il, elle, aura bien lieu.

Une augmentation de la TVA, bien plus brutale que celle que nous avons adoptée puisqu'elle se concentre sur le taux intermédiaire, c'est à dire sur les travaux de rénovation, sur les transports en commun ou encore sur la restauration collective.

Nous avons proposé aux Français la hausse de la TVA contre la baisse du coût du travail, Hollande leur offre l'augmentation de la TVA sans la baisse des charges!

La confiance est brisée. Entrepreneurs, investisseurs, tous ceux qui créent de la richesse sont asphyxiés et plumés.

Le budget 2013 leur impose 11 milliards d'impôts supplémentaires.

Les prélèvements obligatoires sur les entreprises atteignent déjà 18% du PIB contre 11 % en Allemagne, le taux de marge de nos PME s'est effondré à 21 % contre 40% en Allemagne, leurs capacités d'investissement sont réduites à néant.

Pour le gouvernement, qu'importent ces chiffres !

Il a décidé de raboter la déductibilité des intérêts d'emprunts qui est la clé de l'investissement, de surtaxer les plus-values de cessions de titres, de taxer les revenus du capital comme jamais.

Les résultats de cette politique seront implacables : les capitaux s'exileront, les investissements seront réduits, les nouveaux produits seront sacrifiés, des marchés seront perdus, et ce faisant, l'activité va s'effondrer et le chômage exploser.

Mais il n'y a pas que les entreprises...

Plus les mois passent, plus les «riches» c'est vous !

Pour tous les ménages, 10 milliards d'impôts nouveaux.

Tous les Français vont être touchés par cette politique socialiste qui choisit d'augmenter la fiscalité plutôt que de baisser résolument les dépenses de l'Etat.

Je l'affirme, cette politique anti-entreprise, cette politique dépensière où l'impôt est partout et la réforme nulle part, conduit droit vers la récession, avec son cortège de frustrations et de violences sociales.

Au mois de mai, la France aurait dû se souvenir de l'avertissement de Charles Péguy quand il disait : «*Le triomphe de la démagogie est passager mais les ruines sont éternelles*».

Devant l'urgence, notre priorité est d'être les premiers opposants de la gauche. Elle est de ne jamais laisser les socialistes en paix.

A l'Assemblée Nationale, au Sénat, dans les collectivités locales, sur le terrain militant, notre devoir est d'opposer une digue à leurs erreurs et leurs hypocrisies.

Mes chers amis,

Si François Hollande est dans l'incapacité de rassembler et de relancer notre pays, alors qui peut le faire et qui doit le faire ?

Nous !

Dans cette campagne, j'ai indiqué que je n'étais candidat contre personne, mais candidat pour engager le combat du redressement national.

Certains m'ont dit : *«François, c'est une élection interne, une élection pour gérer le parti, pas une élection pour la France»*.

Eh bien non !

Un parti qui ne s'intéresse qu'à lui-même, à ses structures, à ses investitures, à ses tactiques, à son petit socle électoral, c'est un parti qui va droit au cimetière des machins inutiles !

Si je vous parle de la France, c'est parce que mon parti c'est mon pays !

Je ne suis pas seulement candidat pour organiser l'UMP entre nous, mais candidat pour que notre parti devienne la force qui attirera le plus grand nombre de nos concitoyens autour d'un projet de redressement national.

Mon but, c'est le rassemblement des Français, et en cela, je suis fidèle aux origines de notre mouvement qui a uni les gaullistes, les libéraux et les centristes.

Fidèle aussi au sigle de l'UMP, où le mot «populaire» nous commande de fédérer autour d'un idéal le salarié et le chef d'entreprise, l'agriculteur et l'ouvrier, le retraité et l'étudiant, le patriote et l'europpéen.

Cette stratégie du rassemblement me distingue de Jean François Copé... Elle pose la question de la ligne politique que vous allez choisir.

Certains pensent que l'on regagnera la France en prenant tous les virages à droite... Moi, j'ai la conviction qu'on la regagnera par la droite, par le centre, et même par la gauche. Bref, je ne découpe pas la France en tranches, je la prends comme un bloc !

Ce que je crois, c'est qu'on ne peut pas gagner les élections en ne représentant qu'une fraction de la droite, et qu'on ne peut pas prétendre faire la France au nom d'une fraction.

Avec vous, je veux aller chercher les électeurs qui ont voté Front National et les ramener chez nous, en les convainquant que le parti de l'autorité républicaine, c'est nous !

Je veux aller chercher les électeurs modérés qui ont déserté nos rangs, en les convainquant que le parti de la responsabilité, c'est nous !

Je veux aller chercher ceux qui ont voté socialiste et qui s'en mordent les doigts, en les convainquant que le parti de la justice, la vraie justice, c'est nous.

Je veux tendre la main à ces Français qui sont loin de nous, car nous apprendrons d'eux autant qu'ils apprendront de nous.

Je veux tendre la main à ces travailleurs qui ne savent plus s'il faut encore croire au drapeau rouge qui accélère les délocalisations, au drapeau vert qui précipite notre industrie vers le moyen-âge, au drapeau rose qui leur a menti.

Je veux tendre la main à tous ces Français qui pensent que la «France fout le camp».

Je veux la tendre à tous ces Français d'origine étrangère qui respectent nos lois, et qui sont les premières victimes de ces fanatiques qui instrumentalisent la religion.

Les fanatiques dehors ! La République partout et pour tous, voilà notre message.

Je veux aussi tendre la main à tous ces jeunes qui ne savent plus s'il faut suivre le dealer de drogue qui gagne en un jour ce que leur père gagne en un mois ; qui ne savent même plus les paroles de la marseillaise ; qui ne savent plus que le bonheur est une conquête et pas un dû.

L'UMP doit être la maison de cette jeunesse si souvent trompée.

Trompée par des discours complaisants et larmoyants.

Trompée par ceux qui au lieu d'exiger le respect de la République se sont fourvoyés dans le culte du jeunisme.

Trompée par tous ces conservateurs qui se servent d'elle comme d'un bouclier pour protéger des avantages acquis qui laisse la jeunesse aux portes de l'emploi.

Jeunesse trompée aussi par ceux qui leur promettent que le succès de leur existence se confond avec un emploi sans avenir dans l'administration, un travail à 35 heures et une retraite le plus tôt possible.

Jeunesse trompée par ceux qui cèdent devant les méfaits de la drogue, et qui ouvrent des salles de shoot plutôt que des salles de désintoxication.

Jeunesse trompée par les lumières mensongères d'une société du spectacle qui leur vend des chimères.

Jeunesse trompée, mais aussi jeunesse capable des plus beaux élans de vaillance et de générosité.

A cette jeunesse-là, l'UMP doit ouvrir grands ses bras, car il y a dans nos valeurs bien plus d'audace qu'ailleurs.

Oui, allons vers tous ces Français, parce que chacun doit apporter sa pierre à l'œuvre de rassemblement et de redressement qui est la nôtre.

Municipales, cantonales, régionales, européennes, législatives, présidentielles... pour toutes ces échéances à venir, je vous dis, mes amis, que le parti vainqueur ne sera pas celui qui divise les Français mais celui qui les traitera tous en citoyens, en frères d'une nation dont il faut recoller les morceaux.

Faut-il rappeler à ceux qui l'auraient oublié, qu'on ne gagnera pas les élections en faisant 35%, 45% ou même 49,9% ! 51%, voilà le prix de la victoire !

La gauche rêve d'une UMP caricaturale et étriquée, étouffée par le centre et rongée par l'extrême droite. En revanche, la gauche craint notre projet d'une UMP crédible et rassembleuse, qui élargit les frontières de son influence politique.

Voilà pourquoi je suis pour le rassemblement.

Et pour faire ce rassemblement, il faut bâtir ensemble un projet solide et juste.

Pourquoi un projet, si loin des échéances électorales ?

Parce que le combat de l'alternance commence maintenant.

Parce qu'on ne peut pas dire aux Français que le pays va mal et être aux abonnés absents dès lors qu'il s'agit d'avancer nos propositions.

Parce qu'en 2014, pour arracher à la gauche ses villes et ses villages, nos candidats doivent pouvoir s'appuyer sur une vision de la France.

Pour gagner au niveau local, il faut gagner en crédibilité au niveau national. Et la crédibilité, ça n'est pas la somme des postures et des coups de mentons, c'est la récompense de la cohérence intellectuelle.

Croyez-moi, si j'ai l'honneur d'être votre président, je saurai trouver les mots pour expliquer aux Français que nos candidats aux municipales ne sont pas seulement les meilleurs pour leurs villes, ils le sont aussi pour la France !

J'ai tracé les grandes lignes de ce projet.

Ca n'est pas encore un programme de gouvernement.

Ce projet a besoin d'être complété, renouvelé en fonction des évolutions du pays. Il a besoin de s'enrichir de vos avis, de vos expériences professionnelles, de votre vécu avec ses coups de sang et ses espoirs.

J'ai trop vu par le passé ces projets rédigés dans la précipitation à quelques mois des élections. J'ai trop vu par le passé ces bonnes idées qui montaient du terrain, mais qui étaient broyées dans l'urgence et les filtres qui assèchent la pensée.

Il faut commencer maintenant ! Et il faut commencer par l'essentiel : le redressement économique.

Il faut une thérapie de choc pour concrétiser un objectif simple et vital :

Il faut produire plus !

Et pour produire plus, je ne connais pas d'autre moyen que de travailler plus.

Nous sommes le pays européen où la durée légale du travail est la plus basse. Nous en avons subi les conséquences en termes de délocalisations et de désindustrialisation.

Avec Nicolas Sarkozy, nous avons assoupli les 35 heures. La gauche a remis le moteur au point mort...

Il est temps d'arrêter de tourner autour du pot.

Je propose d'abroger purement et simplement les 35 heures pour nous remettre au niveau de nos partenaires européens.

Pour produire plus, il faut abaisser massivement le coût du travail qui est chez nous supérieur de 20% à la moyenne européenne.

Pour produire plus, il faut changer radicalement notre façon de combattre le chômage. Je veux remplacer l'indemnisation du chômage par l'indemnisation de la formation pour tous les demandeurs d'emploi.

Chaque chômeur doit pouvoir choisir une formation le qualifiant pour un métier ouvrant sur des débouchés, et une fois formé, il doit avoir l'obligation de prendre un travail pour échapper au piège de l'assistanat.

Cette réforme exige une refonte radicale de notre système de formation pour concentrer les moyens sur ceux qui cherchent un emploi.

Pour produire plus, il faut un coup d'oxygène pour nos entrepreneurs qui étouffent sous les formalités et les règles administratives qui se sont accumulées avec le temps.

Nous allons nous donner pour objectif la suppression de 1 000 normes en cinq ans et nous interdire toute nouvelle norme qui serait supérieure à la moyenne de celles des autres pays européens.

Les seuils réglementaires qui régissent la vie des PME doivent être relevés de 50 %. Plus elles embauchent, plus elles ont de contraintes. C'est absurde !

Le passage de 49 à 50 salariés entraîne l'application de 34 législations et réglementations supplémentaires. Son montant représente environ 4 % de la masse salariale et renchérit le coût du travail de 5 % à 10 %.

«A l'aide et de l'air», nous disent les entrepreneurs !

«A l'aide et de l'air», nous disent tous ces médecins qui sont en grève, qui ont plus de dix années d'études derrière eux, qui travaillent dix heures par jour, qui sauvent nos vies et qui sont injustement suspectés de s'enrichir sur le dos de leurs patients.

A l'UMP, nous entendons le message 5/5.

Produire plus, c'est participer tous à l'effort du redressement national.

Personne n'est inutile, personne ne doit se satisfaire de vivre de la générosité des autres. Chaque bénéficiaire du RSA doit contribuer à un travail d'intérêt général, que je propose de fixer à un minimum de 7 heures par semaine.

Et enfin produire plus, c'est dépenser moins.

En 2007, j'avais indiqué être à la tête d'un Etat en faillite.

Certains s'étaient moqués, d'autres m'avaient conjuré de passer sous silence ma conviction : un pays qui dépense plus qu'il ne gagne, est un pays moralement faible, économiquement vulnérable et socialement suicidaire.

Avec Nicolas Sarkozy nous avons pris le sujet à bras de corps, en divisant par deux le nombre des recrutements de fonctionnaires, en gelant puis en réduisant chaque année les dépenses de l'Etat, en faisant sauter le symbole des 60 ans qui menait nos retraites à la ruine.

Contre les déficits, le gouvernement actuel ne réduit pas les dépenses de l'Etat, il embauche et augmente les impôts. C'est un choix qui n'ira pas loin.

Il faut 100 milliards d'euros pour rééquilibrer nos finances publiques.

Je propose une triple règle d'or qui cadenasse tous les budgets le temps qu'il faudra: règle d'or pour l'Etat, règle d'or pour les collectivités territoriales, règle d'or pour la sécurité sociale qui doit tenir ses dépenses, mais aussi mener une lutte implacable contre la fraude.

Parce que la solidarité est un droit et non un don sans contreparties, je dénonce la gratuité offerte par le gouvernement à tous ceux qui bénéficient de la CMU et de l'Aide Médicale d'Etat.

Même symbolique, la participation financière constitue un acte civique.

Mes amis,

Pour conjurer le risque de déclin, la France doit produire plus et elle doit faire de l'Europe la puissance mondiale qu'elle n'est toujours pas.

Je ne suis pas un euro béat. Je sais parfaitement les inquiétudes et le scepticisme qui entourent l'Union européenne.

Avec Philippe Séguin, j'ai voté contre le traité de Maastricht, parce que je redoutais l'instauration d'une monnaie unique pour des Etats dont les niveaux de vie, les règles économiques et fiscales étaient si différents.

En un mot, je ne pensais pas qu'on puisse avoir une monnaie qui ait la même valeur à Athènes qu'à Berlin.

Aujourd'hui, je pourrais triompher, en disant que je n'avais pas tort.

Je ne le fais pas. Car depuis, il y a eu la montée en puissance de l'Asie et le déclin de nos économies.

Nous sommes 65 millions de Français dans un monde concurrentiel de 7 milliards d'habitants.

7 milliards, mais nous avons un atout : les 500 millions d'européens qui sont les gardiens d'une civilisation magnifique qui a encore son mot à dire dans l'Histoire.

Ceux qui à l'extrême droite militent pour le retour au franc, sont hors sujet.

Ceux qui pensent qu'en sabordant l'Europe on remettra à flot la France, sont tout juste bon pour piloter le Titanic.

L'intérêt national commande d'être européen !

Et mieux que ça, quand je vois les divisions de la gauche sur la question européenne, quand je vois la légèreté coupable avec laquelle François Hollande traite l'Allemagne, je dis que l'UMP doit être le fer de lance de l'Europe politique.

Je milite pour une Europe robuste, plus musclée dans ses institutions et plus solidaire dans ses actions.

Cela ne se fera pas à 27 Etats.

Cela se fera autour d'une Union Franco-Allemande sans laquelle rien ne marche en Europe.

Cela se fera autour d'un gouvernement économique de la zone euro, capable de décider, capable d'harmoniser les stratégies économiques, budgétaires, fiscales et sociales du noyau dur européen.

Il faut en finir avec la naïveté européenne.

La Chine, les Etats Unis, travaillent pour leurs intérêts.

Il est temps de travailler pour les nôtres, en exigeant la réciprocité dans le commerce international, en exigeant que les règles environnementales qu'impose la lutte contre le réchauffement climatique soient les mêmes pour tous.

Bref, l'Europe doit devenir une place forte qui offre une protection à ses entreprises. C'est une question de survie pour l'Europe et pour la France dont les destins sont mêlés.

Plus de production, plus d'Europe, reste, mes amis, l'essentiel dans ce projet que je vous propose de construire ensemble : plus de Nation.

La France n'est pas une fiction.

La France a une âme et un visage.

Nous sommes les héritiers d'une Histoire exceptionnelle dont nous n'avons pas à rougir. Nous sommes les dépositaires d'une culture brillante. Nous avons nos lois et nos mœurs. Négliger tout cela, ridiculiser tout cela, ce serait ouvrir la porte au néant !

Dans la mondialisation, notre unité nationale est notre première arme.

Depuis dix siècles, notre volonté de nous organiser autour d'un projet collectif s'est imposée sur nos particularismes et nos vieux penchants pour la division.

Tout commence à l'Ecole de la République qui doit transmettre les savoirs fondamentaux et inculquer les règles civiques et morales sans lesquelles tout part à vau-l'eau.

Quand le professeur entre en classe on se lève ! Quand les délinquants perturbent les cours on responsabilise leurs parents et on expulse les réfractaires dans des structures adaptées pour les recadrer.

Je vous propose une école qui soit vraiment celle de la République !

Une école où l'uniforme symbolise l'Egalité.

Une école qui livre une guerre sans merci à la drogue.

Une école qui ne laisse personne la quitter sans maîtriser les savoirs fondamentaux, quitte à allonger la scolarité de ceux qui en ont besoin, à proposer les modes d'apprentissage adaptés à chaque personnalité.

Après l'Ecole, tout se poursuit dans la rue, où les lois de l'Etat doivent s'imposer partout et pour tous.

L'impunité est une insulte aux victimes et une incitation à la récidive.

Je propose que le principe des peines planchers soit généralisé à tous les délits. Et comme une peine ne vaut que si elle est réellement appliquée, toute libération conditionnelle doit être interdite tant que le détenu n'en a pas effectué au moins les deux tiers.

Ceux qui bafouent l'autorité de nos lois, ceux qui défient l'unité nationale et déchirent notre fraternité me trouveront sur leur chemin.

A l'UMP, nous sommes pour la communauté nationale, pas pour une nation mosaïque !

Voilà pourquoi je m'insurge lorsque les corporatismes professionnels s'estiment plus légitimes que l'intérêt général.

Voilà pourquoi je dénonce ces communautés qui placent leurs lois au-dessus des lois de la République.

Voilà pourquoi, avec vous, je m'opposerai au vote des étrangers non communautaires aux élections locales.

Parce que je suis pour une citoyenneté pleine et entière.

Parce que je suis contre une citoyenneté à plusieurs vitesses.

Parce que je refuse de voir alimenter les replis identitaires en abaissant les droits qui s'attachent à la nationalité française.

Voilà aussi pourquoi je suis pour la laïcité !

En tant que ministre de l'Education nationale, j'ai été celui qui a fait appliquer l'interdiction du voile à l'Ecole, et en tant que Premier Ministre j'ai fait interdire le port de la burqa.

En France, femmes et hommes sont égaux. En France, on se regarde à visage découvert, sans se défier, ni se juger.

Personnellement, j'ai la foi, et j'ai reçu une éducation chrétienne. Mais en France, la foi est une affaire spirituelle, elle n'est pas un projet de société !

Le combat pour la laïcité ne date pas d'aujourd'hui. Ce que l'Etat a autrefois exigé de la religion catholique, il doit l'exiger aujourd'hui de la religion musulmane. Ni plus, ni moins.

Depuis des siècles, la France a accueilli et assimilé des générations d'étrangers qui nous ont donné leur force de travail et qui sont parfois morts pour la défense de notre patrie.

Notre pays avait besoin d'eux; il en avait les possibilités économiques.

Aujourd'hui, l'immigration doit être strictement maîtrisée car il n'y a pas de générosité à accueillir des personnes, qui sans travail, sans formation, seront des déracinés.

Cette question de l'immigration doit être traitée avec fermeté et sang-froid, loin de la haine de l'extrême droite et loin de l'angélisme de la gauche.

Je propose que chaque année le Parlement fixe clairement, de façon pragmatique et transparente, le nombre d'étrangers que la France peut recevoir et intégrer, les travailleurs dont elle a besoin et les régions du monde vers lesquelles elle entend prioritairement se tourner.

Je suis contre la France des ghettos ethniques.

Je suis pour l'intégration et même pour l'assimilation.

Pendant longtemps, bien des étrangers qui s'installaient chez nous sont devenus plus français que les Français parce qu'ils mesuraient mieux que quiconque la formidable chance de devenir le citoyen d'une République qui a fait sienne les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

Les étrangers qui s'installent régulièrement chez nous ont vocation à s'approprier l'héritage du pays des droits de l'homme.

C'est à eux de faire l'effort d'intégrer la France, avec ses lois et ses mœurs, et non à la France de se plier à des règles ou des coutumes qui ne seraient pas conformes à son pacte républicain.

Nous sommes une nation d'intégration. Et l'intégration signifie que celui qui vient légalement en France adopte la France, et, dès lors, la France l'adopte comme l'un des siens.

Pour le Général de Gaulle, il n'y avait que deux catégories de Français: *«ceux qui font leur devoir et ceux qui ne le font pas»*.

Pour moi, qu'importent les origines, la couleur de peau, les croyances, une seule chose compte, c'est l'amour de la France et le respect de la République qui inspirent chaque individu.

Mes amis,

A 14 ans, j'avais couvert les murs de ma chambre la photo du général de Gaulle, et à 20 ans, je rejoignais le RPR, comme simple militant.

Avant d'assumer des fonctions nationales, j'ai été maire, conseiller général puis régional, j'ai été président de fédération UMP.

J'ai livré tant de batailles avec les militants qu'il me serait impossible de les dénombrer.

Ceci pour vous dire, que je sais que le cœur de notre mouvement bat au rythme de ses permanences, pas au rythme de la technocratie et des oukases.

Pour cette élection, j'ai traversé la France et animé plus de cent réunions.

Partout, j'ai ressenti la maturité et la responsabilité de nos adhérents. Partout j'ai vu ce désir de prendre la parole, de secouer le cocotier, de discuter et de s'interroger ensemble.

Les adhérents et les militants ne sont pas seulement là pour faire la claque.

Chacun de vous a une expérience et des idées. Chacun de vous connaît dans son entourage cinq, dix personnes, qui pourraient nous rejoindre s'ils étaient acteurs d'une aventure collective.

J'en suis convaincu, il n'y aura pas de rassemblement possible, pas de redressement français, sans une profonde rénovation de notre mouvement.

L'UMP ne doit pas seulement être une machine électorale ; elle n'est pas une caserne où les adhérents viennent chercher les ordres.

Je vois l'UMP - je veux une UMP ! - qui vibre d'idées, de débats, une UMP qui avec ses fédérations professionnelles s'engouffre dans tous les milieux du travail, une UMP qui avec les Jeunes Populaires et les Jeunes Actifs investit les universités, les écoles d'ingénieurs, les entreprises, les associations, les réseaux sociaux, une UMP qui attire dans sa revue les plus grands noms de la pensée française.

Oui, je veux une UMP sur le terrain de la vie et le terrain des idées.

Tout commence aujourd'hui avec vous et tout se fera avec vous.

A tous les étages, je veux renforcer la démocratie militante.

Vous souhaitez participer directement à la ligne politique de l'UMP !

Je m'engage à organiser régulièrement des référendums internes qui permettront de choisir la ligne politique de votre mouvement.

Vous souhaitez avoir votre mot à dire sur les investitures !

Elles seront toutes soumises à votre avis.

Pour les municipales, j'instaurerai des primaires dans les grandes villes afin que vous puissiez désigner votre tête de liste, à commencer par Paris, qui n'a pas vocation à rester éternellement dans le giron d'une gauche qui a une vision étriquée et bucolique de notre capitale.

Les municipales seront notre premier rendez-vous électoral.

Je mettrai toutes mes forces dans la bataille, et serai aux côtés de tous les candidats qui porteront nos couleurs.

Il y a des lieux en France où l'UMP est en déshérence, faute de combattants, faute de rajeunissement. Si j'ai votre confiance, j'installerai immédiatement un «pôle reconquête» qui sera chargé de sélectionner et de former nos candidats au combat.

Plus de jeunes, plus de femmes, plus de diversité, plus d'ancrage territorial, tels seront nos mots d'ordre pour aller à la reconquête des villages, des villes moyennes, des métropoles régionales.

Durant tous mes déplacements, il n'y a pas un soir où l'on ne m'ait réclamé la décentralisation de notre mouvement. C'est parfaitement justifié.

On ne fait pas de la politique de la même façon dans les Alpes-Maritimes et dans la Charente-Maritime.

Les préoccupations ne sont pas toujours les mêmes, les messages ne sont pas toujours les mêmes... les actions, les réactions et les tracts ne peuvent donc pas être partout les mêmes.

Je veux décentraliser. Je veux donner plus de pouvoir aux fédérations pour adapter leurs actions aux réalités de leur terrain... Bref, je veux faire en sorte que le Centre national soit au service des fédérations et les fédérations au service des adhérents. Et pas le contraire !

Vous souhaitez plus de débats et de diversité mais aussi plus d'unité. Je m'engage sur ces deux points !

Cette diversité, inscrite dans nos statuts, c'est celle des mouvements et des sensibilités, qui doivent avoir les moyens de contribuer à l'expression de notre pluralité.

Mais le pluralisme, c'est aussi plus de responsabilité !

Nous sommes une famille, et comme dans toute famille on discute, on se chahute parfois, mais une fois qu'une décision est prise on fait bloc.

Je ne veux pas que l'UMP se balkanise et devienne une machine à fabriquer des chapelles, des divisions et des courants.

Si les adhérents m'accordent leur confiance, mon devoir sera d'écouter tout le monde mais de rassembler notre famille politique car il serait impossible de rassembler les Français si nous étions divisés, comme l'est aujourd'hui le parti socialiste.

Enfin, vous souhaitez désigner celui qui sera votre candidat en 2017 pour les présidentielles.

Eh bien, je propose que ce soit vous qui le choisissiez à travers des primaires ouvertes à tous nos sympathisants et électeurs de la droite et du centre.

C'est vous, et personne d'autre, qui jugerez celui qui est le plus à même de rassembler et de gagner.

Sur ce sujet, j'ai toujours été franc: si j'ai votre confiance le 18 novembre, si les conditions de notre succès en 2017 se portaient sur moi, alors je serai au rendez-vous de ces primaires ouvertes.

Mes chers amis,

Nous arriverons bientôt au terme de cette campagne que j'ai aimée car ces milliers d'adhérents et de militants que j'ai rencontrés sont chaleureux, dévoués, responsables.

Je leur ai parlé de la France et ils m'ont parlé d'elle.

Jamais je ne me suis situé par rapport à mon concurrent, car l'unité de l'UMP est notre bien le plus sacré.

Comme vous, j'ai naturellement entendu les reproches qui m'étaient adressés.

Tout cela n'a que peu d'importance... Les adhérents jugeront et feront la part des choses. Mais ce soir, j'entends dire ma part de vérité.

Je suis fier de la confiance des parisiens après avoir donné 30 ans de ma vie publique à la Sarthe et j'entends, avec vous, m'engager puissamment pour la reconquête de la capitale.

Je n'ai aucune leçon de fermeté à recevoir.

Je sais ce qu'est d'affronter l'opinion et j'ai reçu plus de coups que ceux qui se présentent en gladiateur.

L'expérience m'a enseigné que la force est juste quand elle est nécessaire à l'intérêt national. Tout le reste, c'est de la littérature.

Pas plus que vous, je n'ai besoin d'une thérapie de groupe!

Le drapeau français est derrière moi, et je vois ces centaines de drapeaux tricolores devant moi.

Pas de complexes. Nous croyons à l'amour de la patrie, nous croyons au travail, nous croyons au mérite, nous croyons à l'autorité et au civisme, bref nous sommes la droite républicaine, fière de ses valeurs et fière de les porter.

Enfin, je revendique ma tempérance médiatique.

J'ai toujours pensé que la parole politique n'avait de sens que si elle était dosée et réfléchie.

Nous ne sommes ni des stars, ni des vedettes de l'écran. Nous sommes au service des Français, et l'affaire est suffisamment importante pour ne pas se perdre dans le tourbillon de l'actualité.

Cette réflexion m'amène à vous dire une chose que je crois importante concernant le rôle du président de l'UMP.

Le devoir de votre prochain président n'est pas d'être le vis-à-vis remuant d'Harlem Désir, de Marine Le Pen ou de Jean-Luc Mélenchon... il est d'être, aux yeux des Français, celui qui conteste au Président de la République le pouvoir de parler seul de la France.

Mes amis,

Lundi prochain, c'est le président de l'UMP qui s'exprimera devant vous...

Il lui faudra hisser la France au-dessus de ses divisions, mais aussi de ses frayeurs.

On nous a trop souvent appris à avoir peur de tout : de la nature lorsqu'elle tempête, de l'étranger qui tape à notre porte, du nucléaire, des mutations économiques, du voisin de palier lui-même qui est devenu un inconnu...

Nous sommes tombés dans le chaudron de la précaution.

Ca n'est pas avec ce bagage là que nous affronterons ce siècle.

Le redressement ne s'opérera que si on retrouve le sens du risque et le goût des terres nouvelles vers lesquelles il faut s'aventurer.

Comment pourrions-nous relancer la croissance, l'économie, conquérir des marchés nouveaux, parler avec d'autres civilisations, si on se satisfait de cette petite soupe de narcissisme et de paranoïa qu'on nous sert tous les jours.

Hier, nous célébrions le 11 novembre, date de l'armistice qui mit fin à la tragédie de la 1^{ère} guerre mondiale.

J'ai déjà traversé l'immense cimetière de Verdun où reposent des milliers de jeunes Français.

De leur sacrifice ne reste que cette étendue de petites croix blanches qui vous serrent la gorge.

Aujourd'hui, en ces temps de paix où le bonheur de la vie est légitimement célébré, il n'est pas inconvenant de prononcer devant les tombes de tous ceux qui sont tombés pour l'honneur et la liberté, le mot : «merci».

Par leur courage et leur travail, des générations de Français nous ont donné la fierté de pouvoir dire la plus belle et plus simple des phrases : «Je suis Français !».

Nous sommes les héritiers de rêves acharnés. Et je sais que ce rêve est vivant !

La France que nous aimons nous oblige au rassemblement national et au courage de l'action.

Nos aïeux n'avaient peur que de deux choses : que le ciel leur tombe sur la tête et de mourir dans leur lit.

Alors soyons braves comme ils l'étaient. Soyons unis, soyons debout, et alors rien ne nous arrêtera.

Cà n'est pas à une traversée du désert que je vous invite, mais sur un champ de bataille.

Chassons nos doutes, guérissons nos plaies, serrons-nous les coudes, et installons-nous en première ligne pour tracer à nouveau un chemin français.

Je mesure l'ampleur de la tâche qui nous attend.

Rien n'est acquis, rien ne nous sera donné. La victoire ne viendra pas par défaut.

Il faudra convaincre les Français par la dignité de notre attitude et la crédibilité de notre projet. Il faudra arracher nos succès dans toutes les élections.

Pour cela, je vous donne rendez-vous sur le terrain et pas sur le tapis vert des sous états-majors.

C'est dans les villes, les départements et les régions, au contact des hommes et de leur vécu que l'unité, la confiance, la cohérence des idées, doivent reprendre de fortes racines.

Le 18 novembre sera la première marche de la reconquête.

La participation électorale doit être massive. Chaque voix compte car chaque voix sera une pierre posée sur le chemin du redressement et un pavé lancé dans le marais socialiste.

Le 18 novembre, en votant, les questions que les adhérents devront se poser et trancher sont simples et décisives pour l'avenir: qui est le plus à même de vous rassembler ? Qui est le plus à même de rassembler les Français autour de l'UMP ? Et ce faisant, qui est le plus à même de vous faire gagner ?

Mes Amis,

J'ai besoin de votre mobilisation. J'ai besoin de vous pour convaincre les indécis car je n'ai pas le privilège de pouvoir actionner toutes les manettes de notre parti...

Avec Valérie Pécresse, Laurent Wauquiez, Eric Ciotti, depuis le début, je travaille avec une poignée de militants bénévoles et d'élus dont le nombre n'a cessé de grandir.

Mais nous ne sommes pas seuls. Vous êtes là, vous êtes des milliers à Paris et partout en France à avoir rejoint ma campagne !

Le 18 novembre, je vous demande de faire entendre une voix forte et rassemblée.

Le 18 novembre, la gauche doit sentir que le vent de la victoire va bientôt tourner.

Le 18 novembre, tous les Français qui nous regardent doivent sentir que quelque chose va changer.

Le 18 novembre, dans 6 jours, l'espoir doit changer de camp !

Mes amis,

Maintenant partons à l'assaut. Engagez-vous, mobilisez-vous, rassemblez-vous, retroussons nos manches et battons-nous ensemble.

Oui, battons-nous, car au bout de notre chemin, au bout de tous vos engagements, au bout de vos passions, au bout de tous ces combats que nous livrerons ensemble, il y a la République qui nous attend et il y a la France qui est notre espérance.

Vive la République et vive la France.